

4

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LE SECTEUR SOCIO-CULTUREL DE LA
COMMUNAUTE FRANCAISE ET GERMANOPHONE ET DE LA REGION
WALLONNE**

**Convention collective de travail du 23 avril 2007 concernant l'octroi d'une prime syndicale
au personnel du secteur socio-culturel dépendant de la Région wallonne**

Article 1^{er}.

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs ressortissant à la Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne et dont le siège social des associations est établi en Région wallonne et relevant d'un des secteurs suivants :

- Centres Régionaux d'Intégration pour les populations d'origine étrangère, agréés et subventionnés en vertu du décret de la Région wallonne du 4 juillet 1996,
- Entreprises de Formation par le Travail, agréées et subventionnées en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 avril 1995,
- Organismes d'Insertion Socioprofessionnelle, agréés et subventionnés en vertu du décret de la Communauté Française du 17 juillet 1987 et/ou de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juin 1996,
- Centres de formation professionnelle de l'AWIPH, agréés et subventionnés en vertu de l'arrêté royal du 5 juillet 1963, modifié par l'arrêté royal du 7 février 1964 et en vertu du décret du Gouvernement wallon du 6 avril 1995,
- Missions Régionales pour l'Emploi agréées et subventionnées en vertu du décret de la Région wallonne du 11 mars 2004 exécuté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 2004.

Art. 2.

Par "travailleurs", on entend les ouvriers et employés, masculins et féminins.

Art. 3.

En application de l'Accord cadre tripartite 2007-2009 du 28 février 2007 pour le secteur non marchand privé wallon, les travailleurs occupés dans les institutions reprises à l'article 1er, affiliés à l'une des organisations représentatives des travailleurs siégeant au sein de la Sous-commission paritaire 329.02, bénéficient d'une prime syndicale annuelle, versée par l'ASBL « Fonds Intersyndical des secteurs de la Région wallonne », ci-après dénommé le « Fonds » et ce, à partir de l'année 2007 (année de référence 2006).

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

15-05-2007

25-06-2007

83.445/col 329.02

NR.

Art. 4.

Les employeurs sont tenus de remettre à tous leurs travailleurs, avec la fiche de paie du mois de janvier de chaque année et par la même voie que cette fiche de paie, le formulaire de demande de paiement de la prime dont le modèle est repris à l'annexe 1 de la présente convention. Dans le cas des travailleurs qui ne font plus partie du personnel au mois de janvier, les employeurs remettent le formulaire aux travailleurs au moment de leur départ de l'institution ou leur font parvenir par courrier au plus tard au cours du mois de janvier.

Art. 5.

Les employeurs ne sont pas tenus de faire parvenir le formulaire visé à l'article 4 aux travailleurs qui ont été liés par un contrat de travail avec l'institution pour une période inférieure à trois mois au cours de l'année de référence.

Art. 6.

En dérogation à l'article 4, le formulaire visé à l'annexe 2 relatif à l'année de référence 2006 est remis aux travailleurs avec la fiche de paie du mois de juin 2007. Dans le cas des travailleurs qui ne font plus partie du personnel au mois de juin 2007, les employeurs leur feront parvenir le formulaire par courrier au cours de ce mois.

Art. 7.

S'il prend connaissance de la non diffusion par l'employeur, à l'ensemble du personnel concerné, du formulaire visé à l'article 4, quelle qu'en soit la raison, le Fonds adresse à cet employeur un rappel sous la forme d'un courrier, avec copie à l'organisation représentative des employeurs siégeant à la sous-commission paritaire et au président de cette sous-commission.

L'employeur concerné par le rappel transmet dans les 30 jours de la réception de ce rappel le formulaire aux travailleurs pour la ou les années concernées.

L'employeur en défaut qui distribue le formulaire dans un délai ne permettant pas la prise en compte, à cause de ce retard, du financement des primes par la Région wallonne qui finance le Fonds, doit lui verser, à sa demande, le montant correspondant au nombre de primes tel qu'attesté par le président de la sous-commission paritaire sur base des formulaires.

L'employeur qui n'a pas distribué les formulaires dans le délai des trente jours est tenu de verser au Fonds, à la demande de celui-ci, le montant correspondant au nombre de primes tel qu'attesté par le président de la sous-commission paritaire sur base du nombre d'affiliés déclaré par les organisations syndicales.

Toutefois, l'employeur en défaut qui fournirait le formulaire dans des délais permettant sa prise en compte par la Région wallonne, qui finance le Fonds, soit dans l'année en cours, soit en tant qu'arriérés, doit, sur demande, obtenir le remboursement des sommes visées aux alinéas précédents par le Fonds dans les 30 jours de la perception par celui-ci. À défaut, ce dernier est tenu de justifier l'impossibilité de recouvrement des sommes par la Région wallonne.

Art. 8.

En dérogation à l'article 7, l'employeur qui n'aurait pas distribué à l'ensemble du personnel le formulaire prévu à l'article 6, relatif à la prime 2006, payable en 2007, n'est tenu de verser au Fonds les montants correspondant aux primes dues, que si, après rappel du Fonds, il n'a toujours pas distribué les formulaires dans les deux mois qui suivent l'envoi du rappel.

Art. 9.

Pour les travailleurs dont l'activité relève à la fois de la Région wallonne et de la Communauté française, les primes syndicales ne sont pas cumulables.

Pour la prime 2007 couvrant l'exercice 2006, le formulaire de prime syndicale pour les secteurs de la Région Wallonne ne doit pas être remis aux travailleurs visés à l'alinéa 1^{er}.

À partir de la prime 2008 couvrant l'exercice 2007, ceux-ci bénéficieront de la prime la plus favorable, actuellement celle relevant de la Région wallonne. Dès lors, seul le formulaire de prime syndicale pour les secteurs de la Région wallonne devra donc être remis aux travailleurs concernés selon la procédure prévue. Toute modification à ce propos fera l'objet d'une concertation préalable entre les parties signataires.

Art. 10.

La présente convention collective produit ses effets le 1^{er} janvier 2007. Elle est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée moyennant un préavis de six mois notifié par courrier recommandé au président de la Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne, qui en informe les autres parties.

Annexe 1 à la convention collective de travail du 23 avril 2007 concernant l'octroi d'une prime syndicale au personnel du secteur socioculturel dépendant de la Région wallonne.
FONDS INTERSYNDICAL DES SECTEURS DE LA REGION WALLONNE

SECTEUR SOCIOCULTUREL

**DEMANDE DE PRIME SYNDICALE
EXERCICE 20 - PAYABLE EN 20**

Ce formulaire est délivré dans le cadre du paiement de la prime syndicale au personnel des secteurs NON MARCHAND dépendant de la Région wallonne, **relevant exclusivement des secteurs repris au verso**. Les employeurs doivent distribuer ce formulaire avec la fiche de paie du mois de **janvier**. Les travailleurs syndiqués doivent retourner ce formulaire à leur organisation syndicale **avant le mois d'avril**.

A COMPLETER PAR L'EMPLOYEUR

IDENTIFICATION DE L'EMPLOYEUR

Cachet de l'employeur.

NOM DE L'ASSOCIATION :

ADRESSE:

N° ONSS :S-C.P. 329.02

SECTEUR(S) : *prière de cocher, au verso du présent document, le(s) secteur(s) dont vous relevez*

IDENTIFICATION DU TRAVAILLEUR

NOM.....Prénom

ADRESSE:

PERIODE D'OCCUPATION :

FRACTION D'OCCUPATION :

Je certifie les informations communiquées sincères et complètes

Signature de l'employeur ou de son représentant:

A COMPLETER PAR LE TRAVAILLEUR

ORGANISATION SYNDICALE :

N° D'AFFILIATION :

DATE D'AFFILIATION :

N° DE COMPTE POUR REMBOURSEMENT...../...../.....

COTISATION SYNDICALE : • Temps plein • Temps partiel

Je certifie les informations communiquées sincères et complètes.

Date :Signature :

SECTEURS DE LA REGION WALLONNE COUVERTS
PAR LA PRIME SYNDICALE CORRESPONDANT A CE FORMULAIRE

Prière de cocher ci-dessous le secteur dont vous dépendez :

Centres Régionaux d'Intégration pour les populations d'origine étrangère, agréés et subventionnés en vertu du Décret de la Région wallonne du 4 juillet 1996.

• Entreprises de Formation par le Travail, agréées et subventionnées en vertu de l'arrêté du Gouvernement Wallon du 6 avril 1995

• Organismes d'Insertion Socioprofessionnelle, agréés et subventionnés en vertu du Décret de la Communauté Française du 17 juillet 1987 et/ou de l'arrêté du Gouvernement Wallon du 16 juin 1996

• Centres de formation professionnelle de l'AWIPH, agréés et subventionnés en vertu de l'Arrêté Royal du 5 juillet 1963, modifié par l'Arrêté Royal du 7 février 1964 et en vertu du Décret du Gouvernement wallon du 6 avril 1995

• Missions Régionales pour l'Emploi agréées et subventionnées en vertu du décret de la Région wallonne du 11 mars 2004 exécuté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 2004.

Annexe 2 à la Convention collective de travail du 23 avril 2007 concernant l'octroi d'une prime syndicale au personnel du secteur socioculturel dépendant de la Région wallonne.

FONDS INTERSYNDICAL DES SECTEURS DE LA REGION WALLONNE

SECTEUR SOCIOCULTUREL

DEMANDE DE PRIME SYNDICALE EXERCICE 2006 - PAYABLE EN 2007

Ce formulaire est délivré dans le cadre du paiement de la prime syndicale au personnel des secteurs NON MARCHAND dépendant de la Région wallonne, **relevant exclusivement des secteurs repris au verso**.
Les employeurs doivent distribuer ce formulaire avec la fiche de paie du mois de juin 2007.
Les travailleurs syndiqués doivent retourner ce formulaire à leur organisation syndicale **avant le mois de septembre**.

A COMPLETER PAR L'EMPLOYEUR

IDENTIFICATION DE L'EMPLOYEUR

Cachet de l'employeur.

NOM DE L'ASSOCIATION :

ADRESSE:

N° ONSS : S-C.P. 329.02

SECTEUR(S) : *prière de cocher, au verso du présent document, le(s) secteur(s) dont vous relevez*

IDENTIFICATION DU TRAVAILLEUR

NOM.....Prénom.....

ADRESSE:

PERIODE D'OCCUPATION :

FRACTION D'OCCUPATION :

Je certifie les informations communiquées sincères et complètes

Signature de l'employeur ou de son représentant:

A COMPLETER PAR LE TRAVAILLEUR

ORGANISATION SYNDICALE :

N° D'AFFILIATION :

DATE D'AFFILIATION :

N° DE COMPTE POUR REMBOURSEMENT...../...../.....

COTISATION SYNDICALE : • Temps plein • Temps partiel

Je certifie les informations communiquées sincères et complètes.

Date : Signature :

SECTEURS DE LA REGION WALLONNE COUVERTS PAR LA PRIME SYNDICALE CORRESPONDANT A CE FORMULAIRE

Prière de cocher ci-dessous le secteur dont vous dépendez :

Centres Régionaux d'Intégration pour les populations d'origine étrangère, agréés et subventionnés en vertu du Décret de la Région wallonne du 4 juillet 1996.

• Entreprises de Formation par le Travail, agréées et subventionnées en vertu de l'arrêté du Gouvernement Wallon du 6 avril 1995

• Organismes d'Insertion Socioprofessionnelle, agréés et subventionnés en vertu du Décret de la Communauté Française du 17 juillet 1987 et/ou de l'arrêté du Gouvernement Wallon du 16 juin 1996

• Centres de formation professionnelle de l'AWIPH, agréés et subventionnés en vertu de l'Arrêté Royal du 5 juillet 1963, modifié par l'Arrêté Royal du 7 février 1964 et en vertu du Décret du Gouvernement wallon du 6 avril 1995

• Missions Régionales pour l'Emploi agréées et subventionnées en vertu du décret de la Région wallonne du 11 mars 2004 exécuté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 2004.

15-05-2007

25-06-2007

83.445/001 329.02

A

**PARITAIR SUBCOMITÉ VOOR DE SOCIO-CULTURELE SECTOR VAN DE
FRANSTALIGE EN DUITSTALIGE GEMEENSCHAP EN HET WAALSE GEWEST**

**Collectieve arbeidsovereenkomst van 23 april 2007 betreffende de toekenning van een
vakbondspremie aan het personeel van de socio-culturele sector die van het Waals Gewest
afhangt**

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers die onder de bevoegdheid van het Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Franstalige en Duitstalige Gemeenschap en van het Waalse Gewest vallen en waarvan de maatschappelijke zetel in het Waals Gewest gevestigd is, en die afhangen van een van de volgende sectoren :

- "Centres Régionaux d'Intégration pour les populations d'origine étrangère", erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van het Waalse Gewest van 4 juli 1996,
- "Entreprises de Formation par le Travail", erkend en gesubsidieerd krachtens het besluit van de Waalse Regering van 6 april 1995,
- "Organismes d'Insertion Socioprofessionnelle", erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 1987 en/of van het besluit van de Waalse Regering van 16 juni 1996,
- "Centres de formation professionnelle de l'AWIPH", erkend en gesubsidieerd krachtens het koninklijk besluit van 5 juli 1963, gewijzigd door het koninklijk besluit van 7 februari 1964 en krachtens het decreet van de Waalse Regering van 6 april 1995,
- "Missions Régionales pour l'Emploi" erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van het Waalse Gewest van 11 maart 2004 uitgevoerd door het besluit van de Waalse Regering van 23 december 2004.

Art. 2. Onder "werknemers" dient verstaan de mannelijke en vrouwelijke arbeiders en bedienden.

Art. 3. In toepassing van het driepartijenraamakkoord 2007-2009 van 28 februari 2007 voor de Waalse privé non-profitsector genieten de werknemers die in de in artikel 1 opgesomde instellingen tewerkgesteld zijn en die aangesloten zijn bij een van de representatieve werknemersorganisaties die in het paritair subcomité 329.02 zetelen, een jaarlijkse vakbondspremie die uitbetaald wordt door de vzw "Fonds intersyndical des secteurs de la Région wallonne", hierna "Fonds" genoemd, vanaf het jaar 2007 (refertejaar 2006).

Art. 4. De werkgevers dienen aan al hun werknemers, met het loonbriefje van januari van elk jaar en langs dezelfde weg als dat loonbriefje, het aanvraagformulier tot betaling van de premie, waarvan het model als bijlage 1 aan deze overeenkomst gehecht wordt, te verstrekken. Voor werknemers die in de maand januari geen deel meer uitmaken van het personeel verstrekken de werkgevers het formulier aan de werknemers op het ogenblik van hun vertrek uit de instelling of bezorgen het hun, ten laatste in de loop van de maand januari, per brief.

Art. 5. De werkgevers zijn er niet toe gehouden het in artikel 4 bedoelde formulier te bezorgen aan de werknemers die met de instelling verbonden waren met een arbeidscontract voor een periode van minder dan drie maanden in de loop van het refertejaar.

Art. 6. In afwijking van artikel 4 wordt het in artikel 2 bedoeld formulier betreffende het refertejaar 2006 aan de werknemers verstrekt samen met het loonbriefje van de maand juni 2007.

Voor werknemers die in de maand juni 2007 geen deel meer uitmaken van het personeel bezorgen de werkgevers hun het formulier per brief in de loop van die maand.

Art. 7. Wanneer het Fonds verneemt dat een werkgever het in artikel 4 bedoeld formulier, om welke reden dan ook, niet aan alle personeelsleden heeft uitgedeeld, stuurt het aan die werkgever een herinnering in de vorm van een brief met afschrift aan de in het paritair subcomité vertegenwoordigde representatieve werkgevers-organisatie en aan de voorzitter van het paritair subcomité.

De werkgever op wie de herinnering betrekking heeft stuurt binnen 30 dagen na ontvangst van de herinnering het formulier voor het/de betreffende jaar/jaren naar de werknemers.

De werkgever die in gebreke blijft door het formulier uit te delen binnen een termijn die, wegens die vertraging, niet toestaat dat de financiering van de premies door het Waals Gewest als financierende overheid van het Fonds in aanmerking genomen kan worden, moet, op vraag van het Fonds, het bedrag dat overeenstemt met het aantal premies zoals dat door de voorzitter wordt vastgesteld op basis van het aantal formulieren, aan het Fonds doorstorten.

De werkgever die de formulieren niet binnen de termijn van dertig dagen uitgereikt heeft moet aan het Fonds, op dezes vraag, het bedrag dat overeenstemt met het aantal premies zoals dat door de voorzitter van het paritair subcomité wordt vastgesteld op basis van het aantal door de vakorganisaties aangegeven aangesloten leden, doorstorten.

Evenwel, de werkgever die in gebreke blijft, maar het formulier wel uitdeelt binnen een termijn die toestaat dat de premies door het Waals Gewest als financierende overheid van het Fonds in aanmerking kunnen genomen worden, hetzij tijdens het lopende jaar, hetzij als achterstellen, moet, op zijn aanvraag, de terugbetaling door het Fonds bekomen van de in voorgaande alinea's bedoelde bedragen, binnen de dertig dagen na de inning door het Fonds. Bij ontstentenis dient dat laatste de onmogelijkheid van terugvordering van de sommen door het Waals Gewest te staven.

Art. 8. In afwijking van artikel 7 dient de werkgever die niet aan alle personeelsleden het in artikel 6 voorzien formulier betreffende de premie 2006, te betalen in 2007 heeft uitgereikt, de verschuldigde premies slechts aan het Fonds te storten indien hij, na herinnering door het Fonds, binnen twee maanden die volgen op het versturen van de herinnering nog steeds de formulieren niet heeft uitgereikt.

Art. 9. Voor de werknemers wier activiteit tegelijk onder het Waals Gewest en onder de Franse Gemeenschap valt zijn de vakbondspremies niet cumuleerbaar.

Voor de premie 2007 die het werkjaar 2006 betreft moet het formulier voor de vakbondspremie niet uitgereikt worden aan de in alinea 1 bedoelde werknemers.

Vanaf de premie 2008 betreffende het werkjaar 2007 genieten zij de gunstigste premie, momenteel die welke van het Waals Gewest afhangt. Bijgevolg zal dan enkel het vakbondspremieformulier voor de sectoren van het Waals Gewest moeten uitgereikt worden aan de betrokken werknemers, volgens de voorziene werkwijze. Elke wijziging dienaangaande zal voorafgaandelijk overlegd worden tussen de ondertekenende partijen.

Art. 10. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2007. Zij wordt voor onbepaalde tijd gesloten. Zij kan worden opgezegd mits inachtneming van een opzeggingstermijn van zes maanden die per aangetekende brief aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Franstalige en Duitstalige Gemeenschap en het Waalse Gewest betekend wordt.

Bijlage 1 bij de collectieve **arbeidsovereenkomst** van 23 april 2007 betreffende de toekenning van een vakbondspremie aan het personeel van de **socio-culturele** sector die van het **Waals** Gewest afhangt

"Fonds intersyndical" van de sectoren van het Waals Gewest

SOCIO-CULTURELE SECTOR

Aanvraag van een vakbondspremie
Boekjaar 200. - te betalen in 200.

Dit formulier wordt overhandigd in het kader van de betaling van de vakbondspremie aan het personeel van de non-profitsectoren die afhangen van het Waals Gewest en die uitsluitend behoren tot de op de achterkant vermelde sectoren. De werkgevers dienen dit formulier samen met het loonbriefje van de maand januari uit te reiken. De bij een vakbond aangesloten werknemers moeten dit formulier voor de maand april aan hun vakbondsorganisatie bezorgen

In te vullen door de werkgever

Identificatie van de werkgever

stempel van de werkgever

Naam van de instelling :

Adres :

RSZ-nummer : **P.S.C. 329.02**

SECTOR(EN) : gelieve de hieronder **sector(en)** waartoe u behoort op de achterkant van dit document aan te kruisen

Identificatie van de werknemer

Naam..... **Voornaam**

Adres :

Periode van tewerkstelling :

Deel van tewerkstelling :

Ik verklaar dat dit document eerlijk en volledig is ingevuld

Handtekening van de werkgever of zijn vertegenwoordiger :

In te vullen door de werknemer

Vakorganisatie :

Aansluitingsnummer :

Datum van aansluiting :

Rekeningnummer : Voor terugbetaling : / /

vakbondsbijdrage : D voltijds

D deeltijds

Ik verklaar dat dit document eerlijk en volledig is ingevuld.

Datum : **Handtekening** :

SECTOREN VAN HET WAALS GEWEST WAARVOOR DE VAKBONDSPREMIE GELDT WAAROP DIT FORMULIER SLAAT

Gelieve hieronder de sector aante vinken waaronder u valt :

- "Centres Régionaux d'Intégration pour les populations d'origine étrangère", erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van het Waalse Gewest van 4 juli 1996,
- "Entreprises de Formation par le Travail", erkend en gesubsidieerd krachtens het besluit van de Waalse Regering van 6 april 1995,
- "Organismes d'Insertion Socioprofessionnelle", erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 1987 en/of van het besluit van de Waalse Regering van 16 juni 1996,
- "Centres de formation professionnelle de l'AWIPH", erkend en gesubsidieerd krachtens het koninklijk besluit van 5 juli 1963, gewijzigd door het koninklijk besluit van 7 februari 1964 en krachtens het decreet van de Waalse Regering van 6 april 1995,
- "Missions Régionales pour l'Emploi" erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van het Waalse Gewest van 11 maart 2004 uitgevoerd door het besluit van de Waalse Regering van 23 december 2004.

Bijlage 2 bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 23 april 2007 betreffende de toekenning van een vakbondspremie aan het personeel van de socio-culturele sector die van het Waals Gewest afhangt

"Fonds intersyndical" van de sectoren van het Waals Gewest

SOCIO-CULTURELE SECTOR

**Aanvraag van een vakbondspremie
Boekjaar 200... - te betalen in 200.....**

Dit formulier wordt overhandigd in het kader van de betaling van de vakbondspremie aan het personeel van de non-profitsectoren die afhangen van het Waals Gewest en die uitsluitend behoren tot de op de achterkant vermelde sectoren
De werkgevers dienen dit formulier samen met het loonbriefje van de maand juni 2007 uit te reiken.
De bij een vakbond aangesloten werknemers moeten dit formulier voor de maand september aan hun vakbondsorganisatie bezorgen

In te vullen door de werkgever

Identificatie van de werkgever

stempel van de werkgever

Naam van de instelling :

Adres :

RSZ-nummer : **P.S.C.** 329.02

SECTOR(EN) : gelieve de hieronder sector(en) waartoe u behoort op de achterkant van dit document aan te kruisen

Identificatie van de werknemer

Naam.....Voornaam.....

Adres :

Periode van tewerkstelling :

Deel van tewerkstelling :

Ik verklaar dat dit document eerlijk en volledig is ingevuld

Handtekening van de werkgever of **zijn** vertegenwoordiger :

In te vullen door de werknemer

Vakorganisatie :

Aansluitingsnummer :

Datum van aansluiting :

Rekeningnummer : Voor terugbetaling : / /

vakbondsbijdrage : D voltijds

• deeltijds

Ik verklaar dat dit document eerlijk en volledig is ingevuld.

Datum : Handtekening :

SECTOREN VAN HET WAALS GEWEST WAARVOOR DE VAKBONDSPREMIE GELDT WAAROP DIT FORMULIER SLAAT

Gelieve hieronder de sector aante vinken waaronder u valt :

- "Centres Régionaux d'Intégration pour les populations d'origine étrangère", erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van het Waalse Gewest van 4 juli 1996,
- "Entreprises de Formation par le Travail", erkend en gesubsidieerd krachtens het besluit van de Waalse Regering van 6 april 1995,
- "Organismes d'Insertion Socioprofessionnelle", erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 1987 en/of van het besluit van de Waalse Regering van 16 juni 1996,
- "Centres de formation professionnelle de l'AWIPH", erkend en gesubsidieerd krachtens het koninklijk besluit van 5 juli 1963, gewijzigd door het koninklijk besluit van 7 februari 1964 en krachtens het decreet van de Waalse Regering van 6 april 1995,
- "Missions Régionales pour l'Emploi" erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van het Waalse Gewest van 11 maart 2004 uitgevoerd door het besluit van de Waalse Regering van 23 december 2004.